

Introduction de Benoît Frachon à la brochure
« Les communistes et les syndicats »
éditée en 1932.

En juillet 1920, le deuxième congrès de l'Internationale Communiste définit 21 conditions auxquelles les partis doivent se soumettre pour pouvoir adhérer. Il 9^e condition dit ceci :

9. Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.

En 1932, le Parti communiste français, section française de l'Internationale communiste, publiait une brochure intitulée « Les communistes et les syndicats ». Cette brochure expliquait aux militants du Parti Communiste la nécessité d'organiser et d'animer les fractions dans les syndicats aussi bien révolutionnaires que réformistes – entendre par là la CGTU et la CGT.

* * * * *

Le VII^e Congrès de notre Parti a fortement insisté sur l'importance des luttes économiques et les tâches des communistes pour les organiser et les diriger.

Les thèses du Congrès décrarent :

« Le chaînon principal pour mobiliser les masses les plus larges et les plus exploitées contre la dictature de la bourgeoisie et contre la guerre impérialiste, sous la direction du Parti Communiste Français, c'est l'organisation et la direction des luttes économiques, la préparation et la direction de la contre-offensive de la classe ouvrière ».

Tous les faits de la période écoulée depuis le Congrès rendent plus évidente encore la justesse d'une telle appréciation.

L'attaque contre les salaires, les conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière n'a cessé de se développer sous les formes les plus diverses, brutales ou surnoisées. L'offensive contre les fonctionnaires et les travailleurs des services publics dont nous avons, au Congrès, montré les premières manifestations et prévu le développement, s'élargit et s'oriente par des méthodes hypocrites, avec l'appui des dirigeants réformistes, vers une agression brutale et contre les salaires et pour la réduction massive du personnel.

Le chômage complet et partiel s'amplifie en même temps que se manifeste une résistance plus acharnée des pouvoirs publics aux revendications des sans-travail et même les tentatives pour supprimer quelques avantages obtenus par l'action de masse.

Depuis le Congrès, une série de mouvements grévistes, dont un nombre important s'est terminé par des victoires et des augmentations de salaires allant parfois jusqu'à 8 francs par jour, se sont déroulés.

Mais si l'on en excepte quelques uns, ces mouvements n'affectent qu'un petit nombre d'ouvriers. Dans les grandes entreprises, les industries décisives, nous ne sommes pas encore parvenus à organiser la lutte d'une façon sérieuse, et l'action y est limitée à quelques escarmouches.

Cependant, le mécontentement y est grand et la volonté d'action n'y fait pas défaut. Les protestations immédiates, les manifestations

surgissant des milieux de fonctionnaires, y compris les membres des organisations réformistes, dès la menace de diminution des traitements, sont des manifestations de combativité.

Ce mécontentement, cette combativité ne peuvent évoluer en grands combats de classe qu'à la condition que notre Parti en prenne résolument la tête et soit le guide des prolétaires dans ces combats.

LE TRAVAIL SYNDICAL, TÂCHE DE TOUT LE PARTI

Ce but ne peut être atteint sans un travail acharné, méthodique, persévérant des communistes dans les syndicats unitaires ainsi que dans les syndicats réformistes, chrétiens et autonomes.

Voici ce que dit la résolution de notre VII^e Congrès à ce sujet :

« Etant donné l'importance des luttes économiques dans la période actuelle, les communistes doivent accorder la place de premier plan au travail syndical. Ce doit être le travail de tout le parti et non seulement d'une couche de communistes considérés comme des spécialistes. »

Le Présidium de C.E. de l'I.C. vient de rappeler que :

« Cette partie des plus importantes du travail de masse des Partis Communistes, continue à être la plus faible, et cette faiblesse du travail des Partis Communistes dans les syndicats est maintenant un des plus grands obstacles à leur développement ultérieur. ».

Il y a dans le parti une conception assez répandue que le travail syndical est la tâche particulière d'un certain nombre de camarades désignés à cet effet, et qui ont des postes dans les organisations syndicales.

Des comités du Parti estiment avoir fait tout leur devoir lorsqu'ils ont fait élire des camarades à des postes de dirigeants, en se contentant de temps à autre d'une information sur son travail et la marche du syndicat. Parfois encore, on discute des problèmes syndicaux dans les comités, puis on laisse le soin aux seuls membres de ces comités qui ont des postes syndicaux de réaliser les tâches

déterminées, sans prendre les dispositions nécessaires pour que ce soit l'ensemble du Parti – comités, cellules, fractions – qui participe au travail.

Le résultat d'une telle méthode ne peut être satisfaisant. Voyez ce qui s'est passé au moment du mouvement chez Renault. Ce mouvement a, pendant plusieurs jours, été au centre de l'attention de tous les métallurgistes de la région parisienne, mais malheureusement, beaucoup de nos rayons industriels, de nos cellules, de communistes travaillant dans d'autres usines métallurgiques l'ont suivi, eux aussi, en spectateurs. Ils ont considéré qu'intervenir c'était seulement la tâche du syndicat et des quelques communistes de la direction syndicale, de sorte que l'effervescence, l'intérêt pour le mouvement qui se manifestaient dans les usines, n'ont pas eu les suites qu'ils auraient dû avoir.

Tous les problèmes qui intéressent le mouvement syndical doivent être étudiés par le Parti et non seulement par quelques camarades. Il n'y a pas les tâches politiques et les tâches syndicales, il y a la politique communiste dont les problèmes syndicaux constituent une partie importante du travail de masse.

Chacun connaît l'importance de l'industrie métallurgique dans la région parisienne, nul n'ignore les difficultés du syndicat des métaux. Notre Parti peut-il penser développer et consolider son influence si, sous son impulsion, ces difficultés ne sont pas surmontées ? Peut-on penser que c'est là uniquement le travail de quelques communistes ?

C'est évidemment une question qui intéresse tout le Parti et qui ne saurait être résolue sans sa participation.

Voici maintenant l'attaque contre les fonctionnaires. Cette attaque et l'attitude des dirigeants réformistes nous ouvrent de larges perspectives pour gagner à nous et entraîner à l'action de nouvelles couches de fonctionnaires et de travailleurs des services publics. Nos organisations du Parti peuvent-elles s'en remettre de tout le travail à entreprendre, de la tactique à étudier et à déterminer aux seuls communistes des syndicats de fonctionnaires ? Evidemment non et si nous agissions ainsi le résultat serait faible. Chaque comité du Parti a pour tâche d'étudier cette question et de procéder à la plus large mobilisation des communistes pour mener l'action non seulement dans les syndicats unitaires, mais aussi dans les syndicats réformistes.

CONSTITUER ET ANIMER LES FRACTIONS

Le Parti ne peut réaliser sa politique dans les organisations de masses que par le fonctionnement normal de ses fractions.

Ce n'est, en effet, que par une action méthodique, étudiée collectivement et appliquée avec discipline que les communistes d'une organisation qui groupe et influence des couches de prolétaires non conquises à la politique communiste, peuvent faire triompher leur point de vue, en convainquant les masses de sa justesse.

Personne ne nie maintenant l'utilité des fractions.

Dans la région parisienne en particulier, des réunions de fractions sont très souvent convoquées. Mais on fait cela sans grande conviction, un peu comme une habitude acquise, comme un rite nécessaire. L'insuffisance du travail de nos fractions syndicales lorsqu'elles fonctionnent est criante. Elles n'étudient pas à fond les problèmes essentiels se rapportant à l'organisation dont elles ont à s'occuper. Nous avons vu très souvent des communistes d'une industrie, d'une région, surpris par des événements qu'ils n'avaient pas su prévoir et par conséquent n'ayant pu jouer le rôle d'animateurs, de dirigeants au cours de ces événements.

N'est-ce pas chose connue, que des camarades ne jugent pas utile de convoquer des réunions de fractions parce que dans leurs tâches, mal comprises, elles doublent l'organisation syndicale ?

De telles méthodes de travail dans nos fractions arrivent rapidement à les vider de leurs participants. De nombreux communistes n'en comprenant pas l'utilité ne les fréquentent plus. Ceci n'est pas seulement vrai pour les fractions de base, mais aussi pour les fractions supérieures.

LES COMITES DU PARTI DOIVENT APPORTER PLUS D'ATTENTION A L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DES FRACTIONS

Il est évident que les fractions ne joueront le rôle que nous en attendons que si les comités du Parti considèrent comme une de leurs tâches les plus importantes de les organiser et de les diriger.

Il ne suffit pas de discuter dans un comité des tâches du mouvement syndical et de donner ensuite la directive sèche, définitive à

quelques camarades investis des postes syndicaux, pour être assuré que tout ira bien. Le travail des fractions est assez complexe et important pour que les comités du Parti ne s'en débarrassent pas par une directive qui ne dirige rien.

Nous ne pouvons être assurés d'un effort sérieux pour la réalisation des tâches fixées par un comité du Parti que si ce dernier prend toutes les mesures nécessaires pour en assurer une large explication auprès de tous les communistes chargés d'accomplir ces tâches.

Nous assistons trop souvent à la critique du travail des fractions, des communistes travaillant dans les syndicats, et trop peu à l'effort indispensable pour ne pas avoir à faire ces critiques, c'est-à-dire pour obtenir un meilleur fonctionnement et un travail plus utile des fractions.

Prenons l'exemple des métaux de la région parisienne. Nous avons beaucoup discuté de la situation du syndicat avec la fraction dirigeante de l'organisation. Mais croyez-vous que c'est seulement la tâche d'une petite fraction de camarades dirigeants d'apporter les changements indispensables ? Pensez-vous que des modifications décisives pourront être apportées dans le sens d'un meilleur travail de masse, si des mesures efficaces ne sont pas prises pour que chaque comité de rayon, de sous-rayon, ayant dans son secteur des usines métallurgiques considère cela comme une de ses tâches les plus importantes et pour qu'il sache bien ce que nous attendons de lui, afin qu'il puisse utilement orienter, diriger le travail des cellules d'entreprises et des fractions du syndicat des métaux ? Il n'y a pas d'autre moyen d'avoir une action organisée, dirigée dans le même sens de tous les communistes métallurgistes.

Cet exemple des métaux de la région parisienne peut être repris pour de nombreuses industries et régions ; pour les cheminots, le textile, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, etc...

Les comités du Parti doivent comprendre également qu'il s'agit surtout d'un travail de direction intelligente, d'explications larges, de conviction, qu'il faut pratiquer à l'égard des fractions, et non le commandement brutal.

LES COMMUNISTES DIRIGEANTS DE SYNDICATS DOIVENT ETRE LIES A TOUTE LA POLITIQUE DU PARTI

Parallèlement à la conception erronée que le travail syndical est la tâche de spécialistes, on rencontre également l'opinion non moins fautive que des communistes dirigeants d'organisations syndicales n'ont pas de responsabilité dans la politique du Parti.

Certains ne suivent pas d'une façon convenable la vie du Parti, n'y participent que très peu. Cela n'est pas sans créer de grandes difficultés.

Le militant communiste investi d'un mandat syndical doit participer à toute l'activité du Parti, connaître sa politique et ses décisions, sans quoi il ne peut les appliquer.

Ce défaut des communistes nous a valu déjà trop d'erreurs, de heurts, de lenteur dans l'application de nos décisions et il est une cause importante de faiblesse dans le mouvement ouvrier.

Le communiste non au courant des décisions et de la politique du Parti, hésite à prendre toutes les initiatives nécessaires, il est trop enclin à attendre « l'ordre », la directive des organismes dirigeants du Parti pour des questions où il faut de l'esprit de décision et où lui-même doit être un animateur, un DIRIGEANT.

LES FRACTIONS DOIVENT ETRE LIEES ENTRE ELLES

La deuxième Conférence d'organisation, le Présidium du C.E. de l'I.C. vient de le rappeler, a indiqué que les fractions ne devaient pas seulement être dirigées par les comités, mais qu'elles devaient être liées entre elles. Les fractions supérieures donnant les directives aux fractions des organisations aux divers échelons.

Il y a eu dans ce domaine quelques ébauches de travail qui ont donné certains résultats. Par exemple, la fraction fédérale des cheminots a été pendant toute une période en liaison directe avec de nombreuses fractions de syndicats. Nos camarades cheminots n'ont pas eu à s'en plaindre. Malheureusement, ils n'ont pas persisté dans cette voie. Quelques fractions fédérales ont bien par-ci par-là quelques liaisons, mais ce n'est pas systématique. Les réunions de fractions lors des congrès ou comités nationaux pourraient cependant être utilement mises à profit pour expliquer l'utilité de cette liaison et même pour en créer les premières bases.

Prenons quelques exemples pour montrer les avantages de cette liaison.

Dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, il y a 140 sections syndicales et 100 cellules. Chacun sait que cette année, lors de la nouvelle diminution de salaires, le syndicat unitaire n'a pu empêcher les manœuvres traîtresses des dirigeants réformistes d'aboutir à l'application de cette diminution malgré le mécontentement des mineurs et leur volonté de lutte.

Une des raisons de cette incapacité est que l'organisation dans son ensemble ne s'est pas mobilisée pour organiser le front unique de lutte des mineurs.

Si nous avons eu dans le bassin mineur un réseau de fractions d'unions locales, de sections syndicales, en liaison avec les fractions dirigeantes du syndicat et de la fédération, une mobilisation rapide des communistes sur des bases d'action précises aurait permis d'obtenir plus d'activité de la part des 140 sections syndicales et le résultat aurait été autre que celui que nous avons obtenu.

Nous voici maintenant en présence de l'offensive contre les fonctionnaires. C'est une tâche importante mais qui demande beaucoup d'initiative et d'activité que d'organiser leur résistance. On sait avec quelle habileté manœuvrière les dirigeants réformistes s'attachent à aider le gouvernement à appliquer les mesures de restriction. Notre activité ne doit pas se limiter aux organisations unitaires, mais toucher très fortement les membres des organisations réformistes, qui, contrairement à leurs dirigeants manifestent une grande volonté de résistance. La liaison des fractions entre elles peut énormément aider à remplir cette tâche.

La fraction dirigeante de la C.G.T.U. doit suivre en permanence le développement de la situation. Elle doit avoir avec chaque fraction dirigeante des fédérations intéressées, des discussions où sont déterminés les mots d'ordre à développer par ces fédérations et les tâches les plus essentielles qui s'imposent. Elle doit elle-même donner des directives aux fractions dirigeantes des Unions régionales. De leur côté, les fractions fédérales doivent donner des directives aux fractions des syndicats et sections syndicales. Ainsi nous obtiendrons une mobilisation plus rapide de tous les communistes intéressés pour la réalisation des tâches qui s'imposent.

Deux Congrès fédéraux importants sont actuellement en préparation : celui des métaux et celui du textile. Pour une bonne préparation, il est nécessaire d'utiliser la même méthode.

Bien entendu, les fractions, même lorsqu'elles reçoivent des directives des fractions supérieures, ne peuvent agir en dehors des comités dont elles dépendent et avec lesquels il est utile qu'elles examinent l'application des directives qu'elles reçoivent.

LES RAPPORTS ENTRE LES FRACTIONS ET LES SYNDICATS

La question des rapports entre les fractions et les syndicats est sans aucun doute une des plus délicates et celle où nous avons le plus à apprendre.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. insiste très justement sur cette question :

« Les organisations syndicales révolutionnaires devant être des organisations de masse groupant toutes les couches de la classe ouvrière sans distinction d'opinion politique, les communistes qui y militent doivent y acquérir de l'influence et un rôle de dirigeant par un bon travail, de l'habileté, par des efforts patients et persévérants, pour expliquer la ligne du Parti en montrant par des exemples concrets quelle est la ligne que suit le Parti dans la lutte pour les revendications immédiates des ouvriers en donnant eux-mêmes l'exemple d'une lutte conséquente et dévouée pour ces revendications. »

Les masses n'adoptent pas nos solutions par des ordres ou parce qu'elles émanent du Parti Communiste, mais par la conviction qu'elles sont les meilleures.

La tâche essentielle de la fraction est donc de convaincre et non d'imposer. Des communistes qui vont dans une assemblée syndicale transposer mécaniquement les décisions du Parti, qui les appliquent sans en avoir fait au préalable discuter les syndiqués et sans que ces derniers les aient adoptées, emploient une méthode stupide qui, loin de servir le Parti, lui nuit considérablement.

Malheureusement, ces faits se rencontrent encore dans notre mouvement. Des communistes convaincus de la justesse de leurs conceptions en arrivent à s'imaginer que tous les syndiqués de leur organisation doivent avoir la même conviction.

On en vient à négliger de les consulter sur des problèmes importants. Nous pourrions citer des cas où les assemblées de syndiqués sont peu fréquentées, ou bien ces assemblées ne sont pas fréquentées par un nombre important de syndiqués parce que l'on a pas su conserver à l'organisation syndicale sa personnalité propre et que la démocratie syndicale n'a pas toujours été suffisamment respectée.

Parfois cela soulève des protestations, crée de mauvais rapports entre communistes et non-communistes, brise l'initiative de militants syndicaux non-membres du Parti, provoque le départ des syndicats d'ouvriers non-communistes qui ne s'y sentent pas chez eux.

La méthode de commandement est évidemment la plus simple, celle qui ne demande pas beaucoup d'efforts, mais la tâche des communistes n'est jamais si simple, et la simplifier ainsi ce n'est pas surmonter les difficultés, c'est en accumuler de nouvelles.

C'est cette même conception qui conduit à proposer et à faire élire dans les organismes de direction des syndicats presque exclusivement des communistes. En agissant ainsi, non seulement nous ne resserrons pas les liens entre la masse et le Parti, mais nous rétrécissons les cadres du mouvement ouvrier, nous surchargeons de tâches multiples, qu'ils ne peuvent accomplir toutes convenablement, les mêmes camarades. C'est ainsi que nous avons créé cette génération d'hommes universels qu'on retrouve dans toutes les organisations.

La résolution du Présidium du C.E. de l'I.C. donne sur les méthodes de travail des fractions, des directives claires et détaillées et il sera bon que chaque fraction les étudie et s'en inspire.

LES COMMUNISTES DOIVENT AGIR AVEC DISCIPLINE

Pour obtenir des résultats satisfaisants les communistes doivent intervenir dans les syndicats comme un détachement organisé et discipliné, et défendre unanimement les décisions des comités du Parti.

Chaque communiste a le droit et le devoir de participer dans le Parti à l'élaboration de la politique communiste, mais une fois les

décisions prises il a le devoir de les appliquer et de les défendre, même lorsqu'il a manifesté des désaccords au cours de la discussion.

Nous n'obtenons pas toujours une telle homogénéité de la part des communistes dans les syndicats. Les conséquences en sont fâcheuses. Cela crée d'abord plus de difficultés pour gagner l'organisation à nos conceptions. Ensuite, les ouvriers qui observent notre Parti, et qui assistent à ces controverses entre communistes arrivent à avoir une mauvaise opinion de notre Parti et se défient.

Nous devons aussi obtenir de chaque communiste qu'il soit un bon syndiqué, qu'il ait une attitude révolutionnaire dans son syndicat. Les ouvriers rendent responsable le Parti des actes de chacun de ses membres et les fautes d'un communiste retombent sur l'organisation du Parti tout entière.

IL FAUT CONSTITUER ET FAIRE VIVRE LES FRACTIONS DANS LES SYNDICATS REFORMISTES

Si dans les syndicats unitaires le travail des fractions laisse beaucoup à désirer, c'est encore bien pis dans les syndicats réformistes.

Notre Parti néglige le travail dans ces organisations de masse. Nous avons là un exemple typique de survivances sectaires que nous ne sommes pas arrivés à vaincre.

Il y a dans les syndicats réformistes des centaines de milliers de travailleurs qui sont organisés avec la conviction de défendre leurs intérêts de classe. Ne rien faire pour les gagner c'est rendre un service immense aux dirigeants réformistes et à la bourgeoisie. C'est une capitulation devant l'ennemi de classe.

Il y a cependant de nombreux exemples de la combativité des ouvriers des syndicats réformistes. Ils participent à de nombreuses grèves. Ils déclenchent des mouvements malgré la volonté de leurs dirigeants. Le premier août, avec un petit travail de nos camarades terrassiers, ils ont participé nombreux à la grève d'une heure. Ils ont élevé de nombreuses protestations contre la menace de diminution des fonctionnaires.

Nous avons par conséquent là, d'immenses possibilités de travail.

Mais ce travail il faut l'organiser et en premier lieu constituer et faire fonctionner nos fractions.

Nous avons des communistes dans les syndicats réformistes, nous en avons même qui sont dirigeants de syndicats. Mais on ne sent pas leur action organisée. Il y a d'une part, négligence du Parti dans ce travail, mais aussi une espèce de capitulation devant l'action à engager contre les dirigeants réformistes, leur politique et leurs actes.

Des camarades nous objecteront que nous n'avons pas de grandes masses de communistes dans les syndicats réformistes. C'est vrai sans aucun doute. Mais est-il impossible d'en gagner? Depuis quand avons-nous décidé que les ouvriers adhérents aux syndicats réformistes étaient d'une essence différente de nos propres adhérents ? Un travail plus acharné, un effort constant pour nous rapprocher d'eux nous permettront de gagner au Parti de nombreux membres des syndicats réformistes, surtout dans la période actuelle où eux aussi sentent la nécessité de lutter pour se défendre et où nous sommes les seuls à leur présenter des solutions compatibles avec leur intérêt de classe.

ETUDIER ET APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Nos défauts seront surmontés à condition d'un effort systématique persévérant de tout le Parti.

Les résolutions du Présidium du C.E. de l'I.C. de la II^e Conférence d'organisation et du VII^e Congrès du Parti – que l'on lira dans les pages qui suivent – donnent dans le détail les méthodes d'organisation et de travail des fractions. Ces résolutions doivent faire l'objet d'études et discussions approfondies dans toutes nos organisations.

Il faut les étudier avec le souci de réaliser les tâches urgentes qui se posent devant nous. Chaque comité, cellule ou fraction doit trouver dans cette étude les remèdes pour l'amélioration de son activité à condition qu'elle soit faite en tenant compte des tâches immédiates de chacun et que la conclusion en soit : la précision de ces tâches, les méthodes pour les réaliser, les mesures pour vérifier leur exécution.

Comment étudier, pour les appliquer, les documents importants que nous publions plus loin?

1. En les mettant en discussion dans chaque organisation du Parti, fractions syndicales comprises.

2. En vérifiant l'état du travail syndical des communistes membres de l'organisation en question et en précisant pour chaque cas donné les tâches qui reviennent tant aux communistes pris individuellement qu'à l'organisation entière.

3. En s'inspirant des résolutions du Présidium et du C. E. élargi de l'I.C. pour l'organisation et le fonctionnement des fractions communistes aux différents échelons des syndicats et en établissant une liaison permanente entre elles.

4. En établissant dans chaque organisation du Parti et dans chaque fraction un plan de travail correspondant à la situation concrète des ouvriers parmi lesquels il faut agir, sur la base de la résolution du VII^e Congrès du Parti.

Le travail syndical, c'est le travail de tout le Parti. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que chaque communiste prenne sur lui d'appliquer dans son domaine les décisions de l'Internationale et de notre Parti.

Benoît FRACHON